

Le 12 juillet 2019

**RÉPONSE DU GIMELEC A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE LA COMMISSION DE REGULATION DE
L'ENERGIE N°2019-011 DU 23 MAI 2019 RELATIVE A LA STRUCTURE DES PROCHAINS TARIFS
D'UTILISATION DES RESEAUX PUBLICS D'ELECTRICITE « TURPE 6 »**

A- Considération générale du GIMELEC

En préalable des réponses apportées aux questions posées par la consultation publique, le GIMELEC souhaite attirer l'attention du régulateur sur certains éléments de réflexion.

La présente consultation s'inscrit dans un contexte particulier avec l'examen au Parlement du projet de loi relatif à l'énergie et au climat qui prévoit de transposer par ordonnance la nouvelle directive marché de l'électricité. Celui-ci doit être pris en compte dans la réflexion de la Commission de Régulation de l'Energie puisque les dispositions auront un impact sur l'élaboration de la grille tarifaire du TURPE 6. Plusieurs éléments nouveaux doivent désormais entrer en ligne de compte, les Etats membres devant permettre la création d'un cadre de marché favorable aux énergies renouvelables pour concourir à l'atteinte des objectifs d'énergies renouvelables européens :

- une participation de l'ensemble des acteurs du marché aux services de flexibilité, autoproduction, autoconsommation sans discrimination tarifaire disproportionnée au vu des coûts engendrés ;
- la nécessité de développer les services de flexibilité, de stockage et de mobilité électrique.

Dans la mise en place de ces nouvelles règles, la directive offre au régulateur un rôle clef en lui donnant pour mission de lever les obstacles et restrictions injustifiés au développement de la consommation d'électricité autoproduite et des communautés énergétiques citoyennes.

B- Réponse à la consultation

Question 1 -Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Le GIMELEC partage globalement les principes identifiés par la CRE et souhaite attirer l'attention du régulateur sur le financement des travaux de rénovation des colonnes montantes par le gestionnaire du réseau de distribution publique, et les impacts de la décentralisation de la production électrique dans la structure du TURPE.

L'article 176 de la loi portant évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) prévoit, notamment, que les propriétaires de colonnes montantes peuvent transférer, sans obligation de remise aux normes, les colonnes montantes au gestionnaire de réseau de distribution publique. Pour provisionner les sommes allouées à ces travaux, l'audit du parc est un préalable pour définir le financement qui doit être annoncé clairement et fléchi afin d'offrir les conditions économiques nécessaires et d'un montant suffisant pour assurer la bonne conduite du programme de rénovation. Cette condition est indispensable pour répondre aux questionnements concernant la capacité du gestionnaire du réseau de distribution de gérer la rénovation du parc des colonnes montantes.

Le GIMELEC recommande par ailleurs à la CRE de mettre en place un Comité de suivi chargé de s'assurer que les dispositions nouvelles de l'article 176 de la loi ELAN ne ralentissent pas le rythme de rénovation des colonnes montantes vétustes et potentiellement dangereuses. Ce Comité de suivi pourrait réunir l'ensemble des parties prenantes : GRD, fabricants et installateurs des colonnes montantes et représentants des copropriétés.

Les évolutions du système électrique induites par la décentralisation de la production électrique doivent être prises en compte dans la structure tarifaire avec une population d'utilisateurs qui aura un recours moindre au réseau. Ainsi, la mise en place d'une composante « assurantielle » dans le TURPE permettrait de refléter les coûts avec une augmentation de la part de la puissance souscrite assurant l'investissement sur le réseau tout en conservant une part énergie significative dans la structure tarifaire.

Question 2 - Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?

Le GIMELEC soutient une évolution des tarifs d'utilisation du réseau afin que ces derniers reflètent plus finement les coûts. A ce titre, la péréquation tarifaire basée sur le principe dit du timbre-poste ne doit pas interdire tout débat sur un éventuel assouplissement de cette dernière afin de valoriser les usages vertueux pour le réseau que sont l'effacement, l'autoproduction et le stockage, pour autant que les rigidités structurelles du marché soient levées. Le GIMELEC soutient donc la CRE dans sa volonté d'examiner le partage des coûts entre producteurs et consommateurs en fonction de la distance géographique afin de coordonner les choix d'investissement et d'exploitation sur les réseaux.

Le GIMELEC partage la vision de la CRE d'introduire graduellement la généralisation des tarifs horo-saisonniers, reflétant ainsi la différenciation des coûts de réseaux selon la période de soutirage. Il convient, également, au vu de la situation du parc immobilier et afin de permettre aux consommateurs d'adapter leurs usages, de valoriser réglementairement les solutions technologiques visant à un meilleur pilotage de la consommation. En effet, le bâtiment en tant que brique intelligente du réseau contribue à la résilience de l'infrastructure électrique dont il fait partie et cela grâce à sa flexibilité électrique permettant un meilleur dimensionnement des installations énergétiques, d'autoconsommer et/ou stocker l'énergie en période de pointe.

Question 3 - Etes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

NSPP

Question 4 - Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproducteurs ?

Le GIMELEC dans sa réponse à la consultation du 12 février 2018 sur le TURPE adapté à l'autoconsommation avait indiqué qu'il convient d'adopter un dispositif pragmatique et évolutif pour la composante gestion. Le GIMELEC ne remet pas en cause les coûts liés au développement des systèmes informatiques permettant d'assurer la répartition de la production locale entre les différents participants. Toutefois, ENEDIS qui a estimé ces coûts précise que « l'ensemble de ces estimations reposent sur des hypothèses, que seul le retour d'expérience permettra de vérifier ».

Rappelant une nouvelle fois que l'autoconsommation tient à ce stade une place marginale dans le système électrique, le GIMELEC estime qu'une telle majoration de la composante de gestion est aujourd'hui prématurée. Il recommande que cette majoration soit supprimée dans le cadre du TURPE 6. L'amplitude même de cette majoration devra alors faire l'objet d'une étude approfondie.

Pour une meilleure dynamique du développement du marché, un assouplissement de la définition des réseaux intérieurs offrirait un espace plus important à une concurrence porteuse d'innovation et de compétitivité et permettrait ainsi d'amoindrir les coûts de gestion du gestionnaire de réseau.

Question 5 - Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une baisse du niveau de la composante de comptage ?

Le GIMELEC partage la vision de la CRE concernant la baisse répercutée aux consommateurs de la composante de comptage avec le déploiement des compteurs intelligents. L'estimation de cette diminution devant faire l'objet d'une étude pour confirmer les chiffres avancés dans cette consultation.

Question 6 - Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?

NSPP

Question 7 - Êtes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?

NSPP

Question 8 - Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?

NSPP

Question 9 - Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?

NSPP

Question 10 - Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?

NSPP

Question 11 - Êtes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Si l'option HTA à pointe mobile n'a jusqu'à présent été que faiblement mobilisée, cela ne présage pas de l'avenir où le développement des nouveaux usages pourrait entraîner une nécessité de conserver cette possibilité pour les consommateurs finaux. Etant donné le coût modéré d'un maintien indiqué par la CRE, le GIMELEC est donc favorable à la conservation de cette option.

Question 12 - Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction en basse tension ≤ 36 kVA d'une option « pointe mobile » et d'une option « semaine/week-end » n'est pas justifiée ?

NSPP

Question 13 - Êtes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension ≤ 36 kVA, et selon quelles modalités ? Si vous êtes fournisseur, envisageriez-vous d'utiliser ces dénivelés dans la construction de vos offres tarifaires ?

NSPP

Question 14 - Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?

NSPP

Question 15 - Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?

NSPP

Question 16 - Êtes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif ?

Le GIMELEC est favorable à ce type d'expérimentation de regroupement du point de raccordement et de pilotage pour la recharge des véhicules électriques. Le regroupement des points de livraison favorise une gestion globale au niveau des immeubles résidentiels collectifs avec un pilotage énergétique en temps réel et de façon prédictive, ce qui conduit à une meilleure optimisation, notamment des coûts de raccordement.

Question 17 - Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de production non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ?

NSPP

Question 18 - Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?

La réflexion quant à l'opportunité d'une tarification de l'injection, en fonction d'un critère géographique ou de l'horo-saisonnalité, doit s'accompagner d'une réflexion sur un cadre de régulation permettant de favoriser la production locale. Cela passe donc par le développement du stockage par batterie rattaché à une unité de production centralisée par exemple. Cette solution fournit une réserve de capacité pour les fournisseurs et permet aux collectivités d'être actrices de la transition énergétique avec la mise en œuvre d'expérimentations de flexibilité.

Toutefois, cela nécessite de résoudre le déséquilibre économique, dont l'un des facteurs réside dans la double imposition de ces installations de stockage au titre du TURPE. Il pourrait être envisagé de corriger cette asymétrie en adoptant un TURPE 6 spécifique au stockage pour tenir compte des réductions des coûts d'utilisation des réseaux que peuvent générer les solutions de stockage.

Question 19 - Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?

NSPP

Question 20 - Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés aux domaines de tension HTB reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

NSPP

Question 21 - Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés au domaine de tension HTA reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

NSPP

Question 22 - Que pensez-vous de la possibilité de faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves au travers du tarif d'injection si cela permet d'en réduire le coût global ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de la prise en compte de ce coût dans le tarif d'injection?

NSPP